

AVANT-PROPOS

Si les avancées en matière de droits des femmes étaient proportionnelles au nombre de discours publics prononcés à ce sujet, il n'y aurait plus d'inégalité ni de violence sexuelle. Comme l'écologie, le féminisme a la particularité de susciter beaucoup de promesses politiques, rarement suivies d'effet. Les inégalités et les violences masculines perdurent, malgré les mobilisations féministes qui n'ont jamais cessé et ont été amplifiées par la force inédite du mouvement #MeToo depuis 2017. Le capitalisme, dont l'idéologie viriliste exalte la prédation et la domination, perdure aussi malgré les crises, sociales, écologiques, ou sanitaires.

Et si, après cette pandémie qui devait faire vaciller nos certitudes et nous permettre d'imaginer *le monde d'après*, nous imaginions un futur dans lequel les femmes seraient au centre ?

«Ne surtout pas reprendre comme avant», «remettre en cause les dynamiques destructrices»... Dès mars 2020, lors du premier confinement, on dessine des utopies : un monde plus lent, plus juste, plus soutenable, moins violent, moins inégalitaire, un monde qui ébranlerait le productivisme, le capitalisme forcené et la financiarisation néolibérale, un monde qui redéfinirait nos priorités pour se concentrer sur «l'essentiel». Dans ces récits, on s'interroge sur l'utilité de nos métiers, notre façon de produire et de consommer, notre rapport au travail et à la nature. Mais, dans ces récits, les femmes ne sont jamais prises en compte.

Dans la matrice idéologique de la gauche, la question centrale est celle de l'aliénation dans les



rapports de production capitaliste, et comment s'en défaire par des transformations sociales et, depuis peu, écologiques. La lutte des classes est sa grande affaire. La lutte contre le sexisme, comme la lutte contre le racisme, est perçue comme un sujet « sociétal » secondaire. En France, le budget de l'État consacré à l'égalité femmes-hommes s'est élevé à 29 millions d'euros, soit... 0,0013 % du PIB ! Les droits des femmes ne pèsent en rien dans les arbitrages gouvernementaux.

La prédominance de la lutte des classes constitue malheureusement un écran de fumée pour la cause des femmes. La domination impérialiste, capitaliste, néolibérale se nourrit pourtant de l'idéologie viriliste, de l'éducation des hommes à l'accaparement. Dès leur plus jeune âge, les garçons sont acculturés à la violence. Les superhéros, les jouets, les jeux vidéo mobilisent un imaginaire fait de bagarres, d'armes et de batailles, de rapports de force et de victoires. La prédation économique et financière, comme la guerre, se nourrit de l'idéologie viriliste. Écraser l'autre, le dominer. Nous sommes loin des idéaux progressistes du vivre ensemble et de la coopération, de la solidarité chère à la gauche.

Les hommes - tels qu'ils sont socialisés - sont le problème. J'entends d'ici les accusations de misandrie. Et pourquoi pas... si la misandrie, comme la définit Camille Froidevaux-Metterie, est la « désignation claire et frontale des responsables de la reproduction patriarcale dans nos sociétés² » ?

Il ne s'agit pas de déclarer la guerre des sexes, mais d'examiner crûment la réalité des chiffres. En France, 96 % de la population carcérale est masculine. Les hommes sont responsables de 99 % des viols, de 97 % des violences sexuelles, mais aussi de 95 % des vols de véhicules, de 99 % des incendies volontaires ou encore de 89,5 % des destructions



et dégradations³. Le terrorisme, le grand banditisme, le trafic d'armes ou la délinquance en col blanc sont aussi des apanages masculins. La violence est masculine. Dans *Le Coût de la virilité*, Lucile Peytavin chiffre ainsi à 95 milliards d'euros par an les coûts supportés par l'État et la société dus aux comportements asociaux des hommes. Cette somme colossale comprend les coûts directs de dépenses en police, justice et santé pour gérer ces infractions, et les coûts indirects comme la perte de productivité des victimes, femmes et enfants en particulier, liée aux souffrances physiques et psychologiques endurées.

La lutte contre les violences masculines n'est cependant pas qu'une question de coûts, mais d'abord et surtout de justice. Être féministe, c'est défendre la justice. C'est croire, de façon fondamentalement optimiste et humaniste, que cette violence contre les femmes n'est pas inéluctable – pas plus que cette appétence pour la guerre, dont la guerre économique.

Et si l'utopie féministe visait autant à émanciper les femmes qu'à déviriliser la société tout entière ? Baisser le niveau de violence dans la société en combattant l'idéologie viriliste, tel pourrait être le nouveau paradigme.

L'enjeu du féminisme est d'exiger que les femmes ne soient ni des objets sexuels soumis au désir masculin, ni des matrices utérines assignées à un rôle de reproduction, ni des mères astreintes au travail domestique et parental gratuit. « *Reclaim* », nous dit l'écoféministe Émilie Hache⁴. Se réapproprier nos corps, c'est se réapproprier nos sexualités et notre fécondité. Se réapproprier notre travail, c'est s'interroger sur le système de production capitaliste qui prospère sur le travail de reproduction des femmes.

Je défends ici un féminisme matérialiste, c'est-à-dire une analyse fondée sur les conditions matérielles



de l'oppression de la classe des femmes. La lutte féministe vise à combattre l'exploitation sexuelle, reproductive, domestique et économique des femmes, et à déconstruire les stéréotypes de genre. Le genre est une construction sociale mais surtout une hiérarchie qui vise à rendre « naturelle » l'infériorité des femmes, pour légitimer leur soumission. Il nous faut abolir le genre et imaginer son dépassement.

Ma perspective est aussi écoféministe. Imaginer ce que serait un monde à rebours du virilisme patriarcal, de la prédation capitaliste et de la destruction environnementale. Imaginer une société valorisant le soin et la coopération, en mettant à bas cette fascination collective pour la force, la compétition, la domination - le « pouvoir-sur », comme les nomme l'écoféministe Starhawk⁵.

Ce livre a été pensé comme un manifeste politique féministe, nourri par la lecture de textes et de tribunes de féministes remarquables. Nous n'avons qu'à suivre le chemin de nos aînées pour prendre la bonne direction. Ce livre ne prétend pas à l'exhaustivité, mais trace des perspectives ambitieuses et propose des solutions concrètes. Andrea Dworkin et Gisèle Halimi sur le viol, le « manifeste des 343 » sur le droit à l'avortement, Christine Delphy sur l'exploitation domestique, Adrienne Rich sur le lesbianisme, Silvia Federici et Émilie Hache sur l'écoféminisme... toutes font partie de ce matrimoine féministe qui fut ma boussole précieuse pendant ces sept dernières années à Osez le Féminisme!, et qui, j'espère, saura nous guider pour faire advenir le monde d'après : un monde féministe, équitable et écologiquement soutenable.